

## VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### SÉANCE DU 04 FÉVRIER 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **04 février à 18 heures 00**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1<sup>er</sup> de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Thierry MOUTON, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire, suite à la convocation faite le 29 janvier 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

**Etaient présents** : M. MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme COLLIN, M. TINDILLIÈRE, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT (à partir de 19h15), MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, COLSON (à partir de 18h05), MM. ROCH, BEAUJOIN, TRIOLET (à partir de 18h10), Mme MUNSTER, MM. EL GHALLOUSSI (à partir de 18h05), MIRGODIN.

**Absents excusés** : M. BOUQUET, Mmes LEPAGE, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, MM. HMISSI, MAUPOIX, Mmes CHEMINI, GOLLÈS, M. ERRE.

**Absent** : M. DUCHÈNE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. BOUQUET donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ Mme LEPAGE donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h15) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h10).

Secrétaire de séance : Monsieur Christian GONTHIER.

- N°13 -

### SPORTS ET VIE ASSOCIATIVE CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX SPORTIFS OU ASSOCIATIFS

Rapporteur : Monsieur Christian GONTHIER

Dans sa politique de soutien actif aux associations, la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS se positionne comme partenaire privilégié des initiatives associatives locales et depuis de nombreuses années, emmène une politique de développement associatif et de démocratie participative.

Nombreuses sont les associations vitryates qui disposent de locaux mis gracieusement à disposition par la Ville en fonction de leurs activités respectives (gymnases, salles de sport, locaux associatifs, salles de réunion, bureaux...).

L'objet est de leur permettre de développer la pratique du sport, en loisir et en compétition, mais aussi les loisirs créatifs ou récréatifs et, plus généralement les différentes actions de leur projet de développement, chacune dans leur domaine d'intervention.

Afin de pérenniser les relations entre la Ville et les associations, il est proposé de renouveler ou de créer des conventions afin de fixer les conditions d'accès, d'utilisation et d'entretien des différents équipements.

Ces conventions, consenties à titre gratuit, sont valables pour trois ans à compter du premier janvier 2025 et pourront être prorogées, par reconduction expresse, une fois, pour la même durée, soit jusqu'au 31 décembre 2030, avec les associations vitryates :

Aussi, mes chers-e-s collègues,

Vu l'article L 2144-3 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Je vous demande après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver la convention, dont le projet est annexé, à intervenir entre la Ville et les associations locales ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ainsi que les éventuels avenants à intervenir et plus largement tous les documents se rapportant à cette affaire.

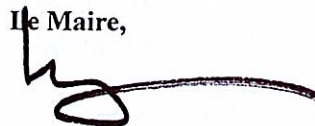
La délibération est adoptée  
à l'unanimité des membres  
du Conseil Municipal.

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le secrétaire de séance,  
Christian GONTHIER

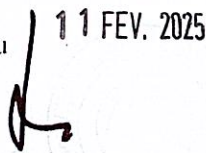


Le Maire,



Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le 10 FEV. 2025  
et de la publication le 11 FEV. 2025  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.



# CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX SPORTIFS OU ASSOCIATIFS

ENTRE

**La Ville de VITRY-LE-FRANCOIS**

BP 50420

51308 VITRY-LE-FRANCOIS cedex 8

SIRET : 215 106 022 000 19

Code APE : 8411Z

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, agissant au nom et pour le compte de celle-ci, en vertu de la délibération n°..... du Conseil Municipal en date du .....,  
ci-après dénommée "**la Ville**", d'une part,

ET

.....  
.....

Représenté par M .....agissant en sa qualité de Président(e), autorisé aux fins des présentes par décision du conseil d'administration, et ci-après dénommée "**l'association**", d'autre part,

## **Préambule :**

Dans le cadre de sa politique de soutien et de développement des associations, la Ville assure la maintenance des bâtiments existants afin de répondre aux besoins recensés.

Elle met ces bâtiments à disposition des associations pour leur permettre de mener à bien les différentes actions de leur projet de développement.

La présente convention annule et remplace tout accord établi auparavant entre les deux parties.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Dispositions générales**

La Ville met à la disposition de l'association, pour l'exercice de ses activités, les installations et locaux désignés ci-après, dans les conditions définies par l'article L 2144-3 du code général des collectivités territoriales, les articles L 2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques et la présente convention.

La présente convention vaut occupation du domaine public de la Ville.

Elle est faite à titre précaire et est révoquée à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

La révocation pour des motifs d'intérêt général ne donne lieu à aucune indemnisation.

### **Article 2 : Désignation**

Les locaux, situés ....., appartenant au domaine public communal comportent un accès.

Ils sont constitués par :

- ❖ .....
- ❖ .....
- ❖ .....
- ❖ .....
- ❖ .....

### **Article 3 : Destination**

Les installations et locaux sont utilisés par l'association à usage exclusif et pour la réalisation de son objet social.

Tout changement à cette destination, qui ne serait pas autorisé par la Ville, entraînera la résiliation de la présente convention, dans les conditions prévues à l'article 11 ci-dessous.

L'association s'engage par ailleurs à :

- Respecter les lois et règlements en vigueur concernant tant l'occupation des équipements visés ci-dessus que les activités pour lesquelles ces équipements sont mis à sa disposition ;
- Solliciter les autorisations et agréments nécessaires à la mise en œuvre de son objet social.

### **Article 4 : Durée**

La présente convention est valable pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et pourra être prorogée, par reconduction expresse, une fois, pour la même durée, soit jusqu'au 31 décembre 2030.

A l'expiration de son terme, et sous réserve que l'association ait satisfait à toutes ses obligations, la présente convention pourra faire l'objet d'un renouvellement express pour une durée de 3 ans.

## **Article 5 : Conditions d'utilisation**

### **5.1 – Activités de l'association :**

L'association organise, au profit de ses adhérents, la formation, l'enseignement, l'animation dans le respect de ses statuts.

Les équipements ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de l'association et dans le respect des dispositions de la présente convention.

D'autres modalités d'utilisation peuvent être prévues de manière ponctuelle, sous réserve d'un accord préalable spécifique entre la Ville et l'association.

### **5.2 – Droit d'accès et principe de non-discrimination**

L'association s'interdit toute discrimination, de quelque nature qu'elle soit, dans l'accueil des personnes au sein des équipements mis à sa disposition, sauf mesure particulière liée à la sécurité des personnes.

### **5.3 – Jours et horaires d'ouverture de l'équipement**

L'association définit les plages et les modalités d'ouverture de l'équipement, qu'elle transmet ensuite à la Ville.

### **5.4 – Obligations générales de l'association :**

Les membres de l'association, de même que les personnes qu'elle aura introduites ou laissées introduire dans les lieux :

- S'interdisent tout acte à caractère raciste, antisémite ou xénophobe ou tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens ;
- Usent paisiblement de la chose occupée, avec le souci de respecter le repos et la tranquillité du voisinage ;
- Respectent les principes de neutralité et de laïcité du service public ;
- N'utilisent pas d'appareils dangereux, ne détiennent pas de produits explosifs ou inflammables, autres que ceux d'un usage domestique courant, autorisés par les règlements de sécurité ;
- Ne se livrent pas à des actes d'ivrognerie ou d'immoralité notoirement scandaleuse ;
- Respectent le règlement intérieur de l'équipement.

Ce règlement intérieur est affiché dans l'enceinte de l'équipement mis à disposition ; il fixe les devoirs et obligations des adhérents et des autres utilisateurs éventuels.

L'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des équipements, objet de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance, totale ou partielle, à un tiers, sous quelque modalité juridique que ce soit.

Cette mise à disposition est de la compétence de la Ville. Cependant, afin de ne pas gêner le projet de développement de l'association, un planning d'utilisation des équipements est établi en septembre de chaque année et fait l'objet d'une concertation entre la Ville et l'association.

En règle générale, toute autre utilisation, par des tiers, des équipements désignés ci-dessus doit faire l'objet d'une autorisation particulière et expresse de la Ville. L'association est avertie, au moins 10 jours à l'avance, de l'objet et de la nature de l'utilisation.

## **Article 6 : Travaux et aménagements**

L'association ne peut réaliser des travaux comportant modification, agrandissement ou amélioration des installations et locaux mis à disposition qu'après avoir obtenu l'accord préalable et express de la Ville en lui soumettant les plans et devis concernant les travaux à réaliser. En cas d'autorisation, les travaux sont exécutés sous la surveillance de la Ville.

En fin de convention, soit à l'expiration de sa durée normale, soit en cas de résiliation anticipée, les aménagements effectués sur l'emprise municipale deviennent, sans indemnités, propriété de la Ville.

## **Article 7 : Entretien, maintenance, réparations diverses et fonctionnement**

7.1 – L'association s'engage à :

- Veiller à la bonne utilisation des équipements mis à sa disposition. Par conséquent, elle ne peut faire, ni laisser faire, quoi que ce soit qui puisse les détériorer et doit, à peine d'être personnellement responsable, avertir la Ville sans retard, de toute atteinte qui serait portée à sa propriété ;
- Assurer l'ouverture et la fermeture des équipements, le fonctionnement raisonné du système de chauffage, la vérification de l'extinction de l'éclairage ;
- Aviser immédiatement la Ville de toute réparation à la charge de cette dernière sous peine d'être tenue pour responsable de toute aggravation du fait de son silence ou de son retard ;
- Assurer l'entretien des locaux dont elle a prioritairement l'usage ;
- Gérer l'élimination des déchets, tri sélectif, sortie des poubelles.

7.2 - La Ville s'engage :

- à maintenir les équipements en bon état d'usage ;
- à supporter la maintenance des bâtiments mis à la disposition de l'association et à prendre en charge les travaux d'entretien ainsi que les petites et grosses réparations ;
- à prendre en charge les frais de fonctionnement : électricité, eau, chauffage.

## **Article 8 : Assurances – Responsabilités - Sécurité**

8.1 - La Ville s'engage, en sa qualité de propriétaire, à assurer l'ensemble des équipements au titre de sa responsabilité civile et dommages aux biens. Elle veille à ce que la police d'assurance couvre bien la responsabilité du fait de l'usage des installations.

8.2 - En sa qualité d'occupant, l'association s'engage à souscrire une assurance couvrant tous les dommages résultant de l'utilisation des locaux mis à disposition, en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace, de dégâts des eaux, contre tous les risques locatifs et contre les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

L'association souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile pour les dommages corporels et/ou matériels causés, du fait de son activité, à toute personne présente dans les locaux mis à disposition.

L'association justifie à la Ville de la souscription de ces assurances lors de l'entrée en jouissance des lieux, maintient ces assurances pendant toute la durée de l'occupation, justifie chaque année du paiement effectif des primes.

La présente clause constitue une demande expresse de la Ville qu'elle n'a pas à renouveler chaque année, l'association devant elle-même fournir ces justificatifs sous sa responsabilité.

8.3 - La responsabilité de la Ville ne peut, en aucun cas, être recherchée pour les dommages subis par l'association, ses dirigeants, son personnel ou toute autre personne se trouvant dans les locaux à la

suite de pertes, vols, disparitions, déprédations ou autres risques non couverts par ses polices d'assurances.

En l'espèce, l'association renonce à tout recours contre la Ville.

L'association répond des dégradations occasionnées aux bâtiments, installations et matériels mis à disposition, ainsi qu'aux aires de stationnement ou à l'environnement immédiat et commises tant par elle, que ses préposés ou toute autre personne effectuant des interventions pour son compte.

En cas de dégradations, les réparations et indemnisations sont mises à la charge de l'association.

**8.4 - L'association reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les appliquer.**

L'association reconnaît avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme incendie et des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

L'association s'assure en permanence que :

- les consignes de sécurité incendie sont affichées ;
- les équipements relatifs à la sécurité incendie (extincteurs, commandes de désenfumage, etc...) ne sont pas rendus inopérants par ses activités ;
- les issues de secours ne sont ni verrouillées, ni dissimulées du public, ni encombrées ;
- les accès des véhicules de secours ne sont pas obstrués.

## **Article 9 : Dispositions financières**

**9.1 – Mise à disposition à titre gratuit**

Les installations et locaux décrits à l'article 2 sont mis gratuitement à la disposition de l'association.

**9.2 – Charges, impôts et taxes**

L'association s'acquitte de toutes les taxes liées à ses activités. La Ville s'acquitte de toutes les impositions et taxes normalement dues par le propriétaire.

**9.3 – Régime des recettes publicitaires**

La Ville concède à l'association, sous réserve d'une autorisation préalable, un droit d'affichage publicitaire dans les équipements et l'autorise à percevoir pour son propre compte les recettes d'exploitation correspondantes dans le respect de la réglementation fiscale en vigueur.

## **Article 10 : Accès et contrôle par la Ville**

**10.1 - Un double de l'ensemble des clés est à la disposition de la Ville. Les agents municipaux doivent pouvoir accéder, à tout moment, aux installations et vérifier l'existence et la consistance des biens mis à disposition.**

Ils peuvent à tout moment, et pour des raisons de sécurité, mettre un terme à l'utilisation de tout ou partie des installations.

A ce titre, toute installation destinée à interdire ou à contrôler l'accès (ex : accès par badges, cadenas, etc...) doit faire l'objet d'une autorisation expresse de la Ville.

De son côté, la Ville informe l'association de toute modification qu'elle apporte aux conditions d'accès et lui propose de disposer des clés, des badges ou des codes selon les dispositifs installés.

## **Article 11 : Révision – Dénonciation – Résiliation**

La présente convention est révisable à tout moment, par voie d'avenant, après accord des deux parties.

Chaque partie peut dénoncer la présente convention avant son terme normal, sous réserve qu'un préavis de 3 mois ait été adressé à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter et non suivie d'effets.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, sans préavis, en cas de mise en redressement, liquidation amiable ou judiciaire, ou dissolution de l'association.

La présente convention est résiliée de plein droit, en cas de destruction des locaux, par cas fortuit ou de force majeure.

Toute résiliation, pour quelque cause que ce soit, ne donne lieu, en aucun cas, à indemnisation, sous quelque forme que ce soit.

## **Article 12 : Domiciliation - Contentieux - Attribution de Juridiction**

12.1 – Pour l'exécution de la présente convention, les parties élisent domicile : pour la Ville : à l'Hôtel de Ville, pour l'association : à l'adresse de son siège social.

12.2 - En cas de différend, et avant tout contentieux, l'association et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable en recourant à un médiateur désigné de commun accord.

12.3- En cas de désaccord persistant entre les parties, le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires originaux à Vitry-le-François, le

...L'association,

Le Maire,

.....

Jean Pierre BOUQUET